

# nationalisations : ouvrons le débat

**Michel Mousel**  
Secrétaire National du PSU

**Cette lettre vient d'être adressée par Michel Mousel, secrétaire national du PSU, à la CGT, à la CFDT, à la FEN, au Parti socialiste et au Parti communiste**

Les perspectives d'une victoire électorale de la gauche, mais aussi les luttes ouvrières, et notamment celle que mènent depuis plus de deux ans les travailleurs de Lip, ouvrent un débat fondamental sur la question des nationalisations. Les réponses apportées dans ce débat par les différentes forces de gauche influenceront sans aucun doute sur le résultat des consultations électorales. Elles définissent aussi la manière dont elles entendent gouverner ce pays et satisfaire les aspirations des travailleurs.

Pour sa part, le PSU estime que de larges nationalisations sont nécessaires pour briser le contrôle des grands groupes capitalistes sur l'économie. C'est pourquoi, en cas de victoire électorale de la gauche, il appuiera la nationalisation immédiate des entreprises explicitement mentionnées par le Programme commun et de celles où les travailleurs l'exigeraient.

Mais nous considérons aussi que le contrôle par l'Etat des grands groupes industriels et financiers ne saurait suffire à orienter notre pays vers le socialisme. L'appropriation publique des grandes entreprises doit, selon nous, s'accompagner d'une affirmation du contrôle des travailleurs sur la gestion et l'orientation de la production.

Tout en souhaitant vivement que chacune des forces de gauche puisse définir et exprimer ses propres positions, nous constatons que le terme même de « nationalisation » aussi bien que les modalités de sa mise en

œuvre sont sujets à des interprétations dissemblables sinon divergentes ; et que, au surplus, l'acte consistant à nationaliser une entreprise peut être largement dénaturé, comme le montrent les expériences antérieures aussi bien que les récentes déclarations de Marcel Dassault.

Aussi nous paraît-il utile, si la gauche veut en faire un objectif mobilisateur plutôt qu'une occasion de division, d'approfondir la réflexion commune en répondant à quelques questions :

1° - Quelles mesures seront prises pour assurer la démocratie et le contrôle des travailleurs dans les entreprises dont la nationalisation est prévue par le Programme commun et dans celles qui sont déjà nationalisées ?

2° - Les nationalisations telles qu'elles sont prévues au Programme commun, limiteront-elles leurs effets aux seules entreprises nommément citées ou concerneront-elles, et dans quelle mesure, l'ensemble des entreprises liées à la société nationalisée. (Cas particulier des holdings financiers et industriels) ? La même question se pose également en ce qui concerne les filiales de sociétés actuellement nationalisées (SNCF ou Renault par exemple).

3° - Dans le cas où les travailleurs utiliseraient les dispositions du Programme commun pour demander la nationalisation de leur entreprise, selon quels critères les partis de gauche constituant

la majorité parlementaire appelée à décider en dernier ressort, fixeront-ils leur attitude (situation de l'entreprise en regard de la concurrence et de l'emploi, menaces de sabotage économique, perspectives de restructuration de la branche...) ?

4° - Peut-on admettre que l'Etat continue d'assurer le financement de certaines activités (sidérurgie et automobile notamment) sans exiger que les travailleurs concernés puissent assurer leur contrôle sur la gestion des entreprises dans le cadre d'une nationalisation ?

5° - En retenant la distinction établie par le Programme commun entre petits et gros porteurs, comment la frontière entre les uns et les autres sera-t-elle tracée, et quel traitement leur sera appliqué au moment de la nationalisation ?

L'énumération de ces problèmes n'est certes pas exhaustive. Il nous paraît cependant que l'ensemble des forces de gauche augmenterait les chances du socialisme dans ce pays si elles tentaient de leur apporter une réponse cohérente. C'est pourquoi nous souhaitons que ces quelques questions soient débattues, de manière concertée, entre syndicats et partis de gauche, dans le souci d'une élaboration commune des réponses qu'attendent les travailleurs.

Nous vous adressons, Chers Camarades, nos sentiments fraternels.